

## ROYAUME DE BELGIQUE.

-----

## KONINKRIJK BELGIE.

-----

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

-----

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

-----

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 25 avril 1996, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant modification de l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur", a donné le 18 septembre 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 25 april 1996 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel", heeft op 18 september 1996 het volgend advies gegeven :

Examen du projet.

Formule de salutation.

Il y a lieu d'insérer, avant le préambule, la formule usuelle :

"ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, salut".

Préambule.

1. Il convient de rédiger l'alinéa 2 de la manière suivante :

"Vu l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, notamment l'article 33, remplacé par l'arrêté royal du 10 juin 1987, modifié par l'arrêté royal du 8 janvier 1993, l'article 34, remplacé par l'arrêté royal du 10 juin 1987, modifié par les arrêtés royaux des 8 janvier 1993 et 16 juin 1994, l'article 36, §§ 4, alinéa 1er, 5 et 6, remplacés par l'arrêté royal du 10 juin 1987;"

2. Il convient de mentionner à l'alinéa 3, le numéro du protocole ainsi que sa date. On écrira :

"Vu le protocole n° 57/2 du 12 février 1996 du comité de secteur I;"

.../...

Dispositif.

Observation préalable.

Il y a lieu, conformément à l'usage, de présenter, sous la forme d'un article distinct, chacune des modifications que l'article 1er du projet tend à apporter aux articles 33 et 34 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

L'arrêté en projet sera, à cet effet, complété par l'insertion d'un article 2 nouveau, consacré à la modification du seul article 34 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 précité.

La numérotation des articles du projet sera adaptée en conséquence.

Article 1er du projet.

L'article 1er du projet serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Article 1er. L'article 33 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, remplacé par l'arrêté royal du 10 juin 1987 et modifié par l'arrêté royal du 8 janvier 1993, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Art. 33. § 1er. Les peines disciplinaires sont prononcées sur la base d'une proposition provisoire établie, lorsqu'il s'agit d'agents qui occupent un emploi du cadre organique à l'Administration centrale, par le supérieur hiérarchique désigné par le ministre des Affaires étrangères et, dans les autres cas, par un inspecteur du personnel extérieur.

§ 2. Le supérieur hiérarchique ou l'inspecteur du personnel extérieur informe ... reprochés.

Il interroge ensuite l'agent par écrit ou oralement; il est, le cas échéant, procédé à l'interrogatoire de témoins selon les mêmes modalités.

L'agent peut, lors de son interrogatoire, se faire assister par la personne de son choix.

Il est établi un procès-verbal de chaque audition dans un délai de quinze jours.

§ 3. L'agent vise le ou les procès-verbaux des auditions réalisées en vertu du paragraphe 2 ainsi que les éventuelles déclarations écrites des témoins effectuées en application de ce même paragraphe.

L'agent restitue les pièces qui ont été soumises à son visa dans les quinze jours de leur réception, accompagnées, le cas échéant, d'une note écrite.

§ 4. L'agent dispose d'un délai ... l'interrogatoire écrit.

.../...

Si de nouveaux faits sont reprochés à l'agent après son audition ou son interrogatoire écrit, il y a lieu ... paragraphes 1er à 3.

Le mémoire en défense est joint au dossier disciplinaire"".

#### Article 2 nouveau.

1. Conformément à l'observation préalable formulée ci-dessus, le texte de l'arrêté en projet doit être complété par un article 2 nouveau dont la phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 2. L'article 34 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 10 juin 1987 et modifié par les arrêtés royaux des 8 janvier 1993 et 16 juin 1994, est remplacé par la disposition suivante :".

2. La rédaction de l'alinéa 1er du paragraphe 2 de la disposition en projet gagnerait à être revue de manière à faire davantage ressortir le caractère provisoire de la proposition de peine disciplinaire qu'il appartient, selon le cas, au supérieur hiérarchique ou à l'inspecteur du personnel extérieur d'établir.

Les mots "la proposition" seront, à cet effet, remplacés par les mots "la proposition provisoire".

.../...

Par ailleurs, le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 1er, devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Selon les termes de l'alinéa 1er du paragraphe 3 de la disposition en projet, le président du conseil de direction ou le président de la commission disciplinaire, selon le cas, est tenu de convoquer l'agent dans un délai de dix jours prenant cours le jour où il a été saisi de la proposition provisoire de peine disciplinaire. La règle ainsi établie est, comme en a convenu le fonctionnaire délégué, pour partie contredite par l'alinéa 2 du même paragraphe qui instaure, lui, dans le chef du président de la commission disciplinaire, l'obligation de convoquer l'agent dans un délai de quinze jours prenant cours le jour de la composition définitive de cette même commission.

Il est proposé, en vue de mettre un terme à la contradiction dénoncée, de remplacer les deux alinéas considérés par les dispositions suivantes :

"§ 3. Le président du conseil de direction adresse à l'agent, dans un délai de dix jours prenant cours le jour où il est saisi de la proposition provisoire de peine disciplinaire, une invitation à comparaître devant ce même conseil.

L'audition de l'agent a lieu entre le vingt-cinquième et le quarante-cinquième jour qui suivent la saisine du conseil de direction.

.../...

Le président de la commission disciplinaire adresse à l'agent, dans un délai de quinze jours prenant cours le jour de sa composition définitive, une invitation à comparaître devant cette même commission.

L'audition de l'agent a lieu entre le trentième et le cinquantième jour qui suivent la composition définitive de la commission disciplinaire".

4. Le paragraphe 3, alinéa 3, doit s'écrire :

"L'invitation à comparaître adressée à l'agent indique le lieu, le jour et l'heure de l'audience, le lieu où le dossier disciplinaire peut être consulté ainsi que le délai de consultation".

5. L'alinéa 6 (devenant l'alinéa 8) du même paragraphe traduirait plus justement, comme en a convenu le fonctionnaire délégué, l'intention des auteurs du projet s'il était rédigé comme suit :

"Lorsque l'agent a fait l'objet d'une deuxième invitation à comparaître et qu'il demeure en défaut de comparaître, le conseil de direction ou la commission disciplinaire se prononce sur la base des seules pièces du dossier, quand bien même l'intéressé pourrait justifier son absence par une excuse valable".

.../...

6. Le paragraphe 4 doit s'écrire :

"§ 4. Ne peuvent ni siéger ni participer à la délibération du conseil de direction ou de la commission disciplinaire, le fonctionnaire faisant l'objet de l'action disciplinaire ainsi que les fonctionnaires qui ont participé à l'exercice de l'action disciplinaire ou qui ont pris part, à quelque titre que ce soit, à la procédure disciplinaire. Le conseil de direction et la commission disciplinaire peuvent, préalablement à leur délibération, entendre l'agent qui les a saisis de la proposition provisoire".

7. Le paragraphe 5 de la disposition en projet serait plus correctement rédigé comme suit :

"§ 5. Le conseil de direction adopte, dans un délai maximal de trois mois prenant cours le jour de sa saisine, une proposition définitive qu'il notifie à l'agent.

La commission disciplinaire adopte, dans un délai maximal de quatre mois prenant cours le jour de sa composition définitive, une proposition définitive qu'elle notifie à l'agent".

Article 2 du projet  
(devenant l'article 3).

Il convient de rédiger la phrase liminaire de l'article 2 du projet de la manière suivante :

.../...

"Art. 3. A l'article 36 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 10 juin 1987 et modifié par l'arrêté royal du 8 janvier 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° ...;

2° dans le paragraphe 4, alinéa 2, et dans les paragraphes 5 et 6, ...".

Article 3 du projet  
(devenant les articles 4 et 5).

L'usage veut que l'entrée en vigueur et l'exécutoire d'un arrêté soient fixés dans deux articles distincts. L'article en projet sera, en conséquence, scindé et remplacé par un article 4 et un article 5 nouveaux.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas, du reste, les raisons qui justifient de déroger à la règle générale relative à l'entrée en vigueur des textes réglementaires.

Observations finales.

1. Contrairement au texte de l'arrêté royal modificatif du 10 juin 1987, l'arrêté en projet ne contient aucune disposition déterminant la réglementation appelée à régir les procédures disciplinaires engagées sous l'empire de la réglementation applicable avant son entrée en vigueur.

Les auteurs du projet apprécieront s'il y a lieu de compléter le dispositif de l'arrêté en projet par une

.../...

disposition transitoire, à défaut de laquelle les nouvelles règles s'appliqueront immédiatement aux procédures en cours.

2. L'article 52 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur rend les dispositions de la section 6 du chapitre premier de ce même arrêté relatives au régime disciplinaire des agents de la carrière du service extérieur applicables aux agents de la carrière de chancellerie à l'exception, toutefois, notamment de l'article 34, § 1er, alinéa 2.

La référence à ce dernier article contenue dans l'article 52 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 précité est, comme en a convenu le fonctionnaire délégué, erronée et doit être remplacée par la référence à l'article 34, § 2, alinéa 2, du même arrêté.

-----

Onderzoek van het ontwerp.

Begroetingsformulier.

Vóór de aanhef dient het gebruikelijke formulier te worden ingevoegd :

"ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze groet".

Aanhef.

1. Het tweede lid dient als volgt te worden geredigeerd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, inzonderheid op artikel 33, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 juni 1987, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 januari 1993, op artikel 34, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 juni 1987, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 januari 1993 en 16 juni 1994, op artikel 36, §§ 4, eerste lid, 5 en 6, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 juni 1987;"

2. In het derde lid dient het nummer van het protocol te worden vermeld alsmede de datum ervan. Men schrijve :

.../...

"Gelet op het protocol nr. 57/2 van sectorcomité I van 12 februari 1996;".

Bepalend gedeelte.

Voorafgaande opmerking.

Zoals gebruikelijk is dient elk van de wijzigingen die artikel 1 van het ontwerp wil aanbrengen in de artikelen 33 en 34 van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, als een afzonderlijk artikel te worden ingekleed.

Daartoe dient het ontworpen besluit te worden aangevuld door een nieuwe artikel 2 in te voegen dat alleen gewijd is aan de wijziging van artikel 34 van het voormelde koninklijk besluit van 25 april 1956.

De nummering van de artikelen van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 1 van het ontwerp.

Artikel 1 van het ontwerp zou beter als volgt worden gesteld :

.../...

"Artikel 1. Artikel 33 van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 juni 1987 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 januari 1993, wordt vervangen als volgt :

"Art. 33. § 1. De tuchtstraffen worden uitgesproken op grond van een voorlopig voorstel dat voor de personeelsleden die een betrekking bekleden van de personeelsformatie bij het hoofdbestuur wordt gedaan door de hiërarchische meerdere die door de Minister van Buitenlandse Zaken wordt aangewezen en in de andere gevallen door een inspecteur van het buitenlandse personeel.

§ 2. De hiërarchische meerdere of de inspecteur van het buitenlandse personeel licht ... worden gelegd.

Hij ondervraagt vervolgens het personeelslid schriftelijk of mondeling; in voorkomend geval worden, op dezelfde wijze, getuigen ondervraagd.

De ambtenaar kan zich bij zijn ondervraging laten bijstaan door de persoon van zijn keuze.

Van elk verhoor wordt binnen vijftien dagen een proces-verbaal opgemaakt.

.../...

§ 3. De ambtenaar viseert het proces-verbaal of de processen-verbaal van de verhoren die krachtens paragraaf 2 zijn opgemaakt alsmede de eventuele met toepassing van diezelfde paragraaf afgelegde schriftelijke verklaringen van de getuigen.

De ambtenaar bezorgt de stukken die hem ter visering zijn voorgelegd terug binnen vijftien dagen na ontvangst ervan, samen met, in voorkomend geval, een schriftelijke nota.

§ 4. De ambtenaar beschikt over een termijn ... ontvangt.

Worden de ambtenaar nadat hij is gehoord of schriftelijk ondervraagd, nieuwe feiten ten laste gelegd, dan dienen de ... te worden vervuld.

Het verweerschrift wordt bij het tuchtdossier gevoegd"".

#### Nieuw artikel 2.

1. Overeenkomstig de hierboven gemaakte voorafgaande opmerking, moet het ontworpen besluit worden aangevuld met een nieuw artikel 2 waarvan de inleidende zin als volgt moet worden geredigeerd :

.../...

"Art. 2. Artikel 34 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 juni 1987 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 januari 1993 en 16 juni 1994 wordt vervangen als volgt :".

2. Het verdient aanbeveling de redactie van paragraaf 2, eerste lid, van de ontworpen bepaling te herzien, opdat duidelijker wordt weergegeven dat het voorstel van tuchtstraf, dat naargelang van het geval door de hiërarchische meerdere of de inspecteur van het buitenlands personeel dient te worden gedaan, een voorlopig voorstel is.

Daarom moeten de woorden "het voorstel" vervangen worden door de woorden "het voorlopige voorstel".

Tevens zou het beter zijn het eerste lid van paragraaf 2 als volgt te stellen :

"Binnen vijf dagen na het verstrijken van de termijn gesteld in artikel 33, § 4, stelt de bevoegde hiërarchische meerdere of de inspecteur van het buitenlands personeel de ambtenaar in kennis van de tuchtstraf ...".

3. Naar luid van paragraaf 3, eerste lid, van de ontworpen bepaling dient de voorzitter van de directieraad of de voorzitter van de tuchtcommissie, naargelang van het geval, de ambtenaar op te roepen binnen een termijn van tien dagen ingaand op de dag waarop het voorlopige voorstel van

.../...

tuchtstraf bij hem aanhangig is gemaakt. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de aldus ontworpen regel deels in tegenspraak is met het tweede lid van dezelfde paragraaf, volgens hetwelk de voorzitter van de tuchtcommissie de ambtenaar moet oproepen binnen een termijn van vijftien dagen ingaand op de dag waarop die commissie definitief is samengesteld.

Teneinde deze tegenstrijdigheid op te heffen wordt voorgesteld de twee betrokken leden als volgt te vervangen :

"§ 3. De voorzitter van de directieraad roept de ambtenaar op om binnen een termijn van tien dagen ingaand op de dag waarop het voorlopige voorstel van tuchtstraf bij hem aanhangig is gemaakt, vóór deze raad te verschijnen.

De ambtenaar wordt gehoord tussen de vijfentwintigste en de vijfenveertigste dag volgend op de aanhangigmaking van de directieraad.

De voorzitter van de tuchtcommissie roept de ambtenaar op om binnen een termijn van vijftien dagen ingaand op de dag waarop ze definitief is samengesteld, vóór deze commissie te verschijnen.

De ambtenaar wordt gehoord tussen de dertigste en de vijftigste dag volgend op de definitieve samenstelling van de tuchtcommissie".

.../...

4. Paragraaf 3, derde lid, moet als volgt worden gesteld :

"In de oproeping om te verschijnen die aan de ambtenaar wordt gericht, worden de plaats, de dag en het uur van de zitting vermeld, alsook de plaats waar en de termijn waarbinnen het tuchtdossier kan worden geraadpleegd".

5. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het zesde lid van dezelfde paragraaf (dat het achtste lid wordt) de bedoeling van de stellers van het ontwerp beter zou weergeven indien het als volgt is geredigeerd :

"Wanneer aan de ambtenaar een tweede oproeping om te verschijnen is gericht en hij daarop evenmin is verschenen, doet de directieraad of de tuchtcommissie uitspraak op grond van de enkele stukken uit het dossier, zelfs indien de betrokkene ter verantwoording van zijn afwezigheid een geldige reden kan aanvoeren".

6. Paragraaf 4 moet als volgt worden gesteld :

"§ 4. De ambtenaar tegen wie de tuchtvordering is ingesteld en de ambtenaren die hebben deelgenomen aan het instellen van de tuchtvordering of die, in welke hoedanigheid ook, deelgenomen hebben aan de tuchtprocedure, kunnen geen zitting hebben in of deelnemen aan de beraadslaging van de directieraad of van de tuchtcommissie. De directieraad en de tuchtcommissie kunnen vóór de beraadslaging de ambtenaar horen die het voorlopige voorstel bij hen aanhangig heeft gemaakt".

.../...

7. Het zou juister zijn paragraaf 5 van de ontworpen bepaling als volgt te redigeren :

"§ 5. De directieraad neemt binnen een termijn van maximum drie maanden ingaand op de dag van de aanhangigmaking een definitief voorstel aan dat hij ter kennis brengt van de ambtenaar.

De tuchtcommissie neemt binnen een termijn van maximum vier maanden ingaand op de dag waarop ze definitief is samengesteld, een definitief voorstel aan dat ze ter kennis brengt van de ambtenaar".

Artikel 2 van het ontwerp.  
(dat artikel 3 wordt).

De inleidende zin van artikel 2 van het ontwerp moet als volgt worden gesteld :

"Art. 3. In artikel 36 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 juni 1987 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 januari 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° ...;

2° in paragraaf 4, tweede lid, en in de paragrafen 5 en 6 ...".

.../...

Artikel 3 van het ontwerp.  
(dat de artikelen 4 en 5 wordt).

Het is gebruikelijk dat de inwerkingtreding en de uitvoeringsbepaling van een besluit in twee onderscheiden artikelen worden geregeld. Bijgevolg moet het ontworpen artikel worden gesplitst en vervangen worden door een nieuw artikel 4 en een nieuw artikel 5.

Het is de Raad van State bovendien niet duidelijk waarom dient te worden afgeweken van de algemene regel betreffende de inwerkingtreding van verordeningsteksten.

Slotopmerkingen.

1. In tegenstelling tot de tekst van het koninklijk wijzigingsbesluit van 10 juni 1987 bevat het ontworpen besluit geen enkele bepaling die voorschrijft welke regeling toepassing zal vinden op de tuchtprocedures ingesteld op basis van de regelgeving toepasselijk vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Het staat aan de stellers van het ontwerp om te oordelen of het dispositief van het ontworpen besluit moet worden aangevuld met een overgangsbepaling, zo niet zullen de nieuwe regels dadelijk op de lopende procedures toepasselijk zijn.

.../...

2. Artikel 52 van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel schrijft voor dat de bepalingen van hoofdstuk 1, afdeling 6, van datzelfde besluit die betrekking hebben op de tuchtregeling van de ambtenaren van de carrière buitenlandse dienst toepasselijk zijn op de ambtenaren van de kanselarijcarrière, met uitzondering evenwel van artikel 34, § 1, tweede lid.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de verwijzing, in artikel 52 van het voornoemde koninklijk besluit van 25 april 1956, naar artikel 34, § 1, tweede lid, verkeerd is en vervangen dient te worden door een verwijzing naar artikel 34, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit.

-----

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,  
de Heren

président,  
voorzitter,

Y. BOUCQUEY,  
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

F. DELPEREE,  
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la  
section de législation,  
assessoren van de  
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,  
Mevrouw

greffier,  
griffier.

Le rapport a été présenté par  
M. M. PAUL, auditeur adjoint. La  
note du Bureau de coordination  
a été rédigée par  
Mme P. VANDERNACHT, référendaire  
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht  
door de H. M. PAUL, adjunct-  
auditeur. De nota van het  
Coördinatiebureau werd opge-  
steld door Mevr. P. VANDERNACHT,  
adjunct-referendaris.

La concordance entre la ver-  
sion française et la version  
néerlandaise a été vérifiée  
sous le contrôle de M. J.-J.  
STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de  
Franse en de Nederlandse tekst  
werd nagezien onder toezicht van  
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.